











MSDRO 21 P25

Didactique du droit II

Enseigner le droit des sociétés

Une définition du droit des sociétés?

= domaine du droit privé qui pose le cadre juridique permettant à des groupements de personnes ou de capitaux de réaliser un but commun dans des formes reconnues par le

Cela concerne les règles juridiques qui déterminent :

- la création, la structure, le fonctionnement et la fin de ces sociétés,
- la responsabilité des différents acteurs et la régulation de leurs relations,
- la protection d'intérêts publics et privés face aux risques liés aux activités de ces sociétés.



Plan d'études, OS (Vaud, GYB, Genève) ou Ecole de commerce (GYB)			Dispositions générales du droit des obligations, introduction au droit des contrats Formes juridiques des sociétés				
3. Droit 3.1 Droit des sociétés (9 à 13 périodes)			Décrire les bases juridiques des sociétés et du registre du commerce Traiter de manière autonome des cas juridiques dans ce domaine à l'aide de la loi Analyser les responsabilités / risques des principales formes juridiques La société anony la société anony la coopérative l'accopérative l			uelle e m collectif ponsabilité limitée	
	Domaines de formation 2.2 Droit des sociétés (11 périodes,)		Compêtences spécifiques et objectifs • décirri les bases du droit des socié du registré du commerce et traiter manière autonome des cas juridique ce domaine à l'aide de la toi	és et • A l'a part de l • so o • fir • ge • o o • A l'a déte	aide des cr cicularités a SA. ciété et ra nancement estion et re ganes sponsabilit inséquence: ommerce. aide d'exen	tenus et fundamentum de connaissar itères ci-après, distinguer les de l'entreprise individuelle, de la Sài ison sociale	rl et iss, irise
Droit d	es sociétés	de	voir déterminer la forme ju société la plus adéquate : soins d'une entreprise		• so	ociété simple, ntreprise individuelle ociété anonyme ociété à responsabilité mitée oopérative	textes légaux, jurisprudence, cas pratiques

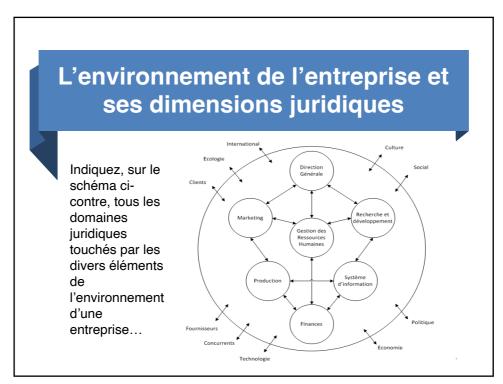
Droit des partie sp	s obligations			el <i>Introduction au</i>	u droit suisse, Neuchâtel
	les personnes morales				
	Notion et généralités			144	
	Les personnes morales à but idéal				
	1.2.1 L'association			144	
				145	
	Les personnes morales commerciales				
	1.3.1 L'entreprise individuelle			Droit commer	rcial
	1.3.2 La société simple				Les différentes formes de sociétés 438
	1.3.3 La société en nom collectif				=00 4
	1.3.4 La société anonyme				La raison individuelle
	1.3.5 Les autres types de sociétés				1 1545 - 11
			Section IV	La fin de la société	La société simple442
	Quatrième partie LE REGISTRE DU COMMERCE		Chapitre IV Section I Section II Section III Section IV	La société en commandite 2 Définition et géodralités 2 L'organisation de la société et les relations des associés entre eax. 2 Les rapports de la société avec les tiers. 2 Les fin de la société avec les tiers. 2 La fin de la société . 2	La société en commandite
	LES RAISONS DE COMMERCE LES SOCIÉTÉS COMMERCIALES		Chapitre V	La société anonyme	La société anonyme
TITRE	LE REGISTRE DU COMMERCE.		Section I Section II	Généralités et historique 2 Définition 2	175
	LES RAISONS DE COMMERCE.		Section III Section IV	La fondation de la société	La societe cooperative452
	LA COMPTABILITÉ COMMERCIALE	257	Section V Section VI	Le capital-actions et le capital-participation	Le Registre du commerce
Chapitre I Section I	Le registre du commerce Définition et généralités	257	Section VII	Les droits et obligations des actionnaires	100
Section III		257	Section VIII Section IX	Organisation de la société	Les papiers-valeurs456
Section IV	Les inscriptions Les conséquences de l'inscription	258 259	Section X	Responsabilité	195
Chapitre II			Chapitre VI	La société en commandite par actions	
Section I Section II	Définition et généralités Les caractéristiques des misons de commerce	260	Chapitre VII	La société à responsabilité limitée	Le manuel Droit suisse, LEP
Section III	Les diverses raisons de commerce	261	Section I Section II	Définition et généralités La fondation de la société	
TITRE II	LES SOCIÉTÉS COMMERCIALES	264	Section III Section IV	Le statuts Le capital social	299
Chapitre I	Introduction et généralités	264	Section V Section VI	Les parts sociales Les desirs et les obligations des associés	300 300
Section II	Définition De la nature des sociétés commerciales	264	Section VII Section VIII	L'organisation de la société La fin de la société	302 104
Chapitre II	La société simple				105
Section II		266	Chapitre VIII Section I	Définition et généralités	105
	L'organisation de la société et les relations des associés entre eux		Section III	La fondation Les statuts	706 306
Section III Section IV	La responsabilité vis-à-vis des tiers La fin de la société	267	Section IV Section V	Le capital social Les parts sociales	106
Chapitre III			Section VI Section VII	Les droits et les obligations des associés L'organisation de la société	m Manuel de Divil. Dolliod
Section I	Définition et généralités	269	Section VIII Section VIII	L'organisation de la société La fin de la société	311

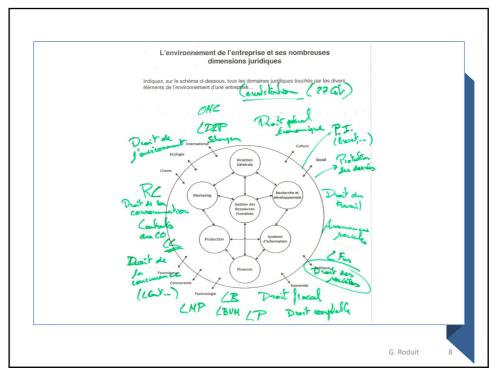
Que va-t-on enseigner en droit des sociétés ?

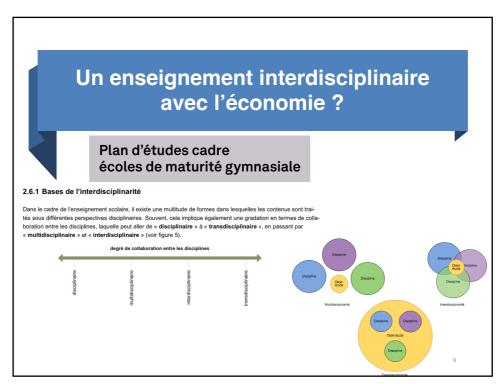
Quels sont les domaines du droit concernés par l'entreprise et son environnement ?

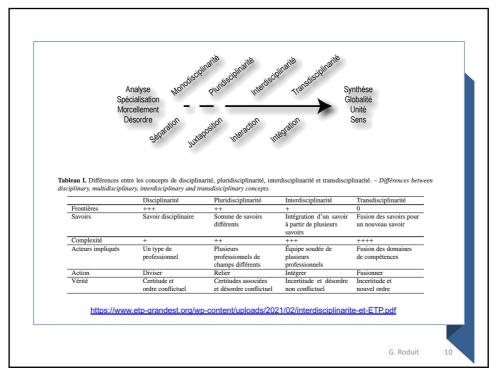
Quels sont les problèmes liés à la vie des entreprises que le droit devrait résoudre ?

- Comment le droit permet aux acteurs économiques d'avoir une « vie » reconnue du point de vue juridique ?
- Comment le droit encadre et oriente, selon des choix politiques, l'activité économique des entreprises?









Un enseignement interdisciplinaire avec l'économie ?

Est-ce que nos dispositifs d'enseignement sont bien interdisciplinaires ?

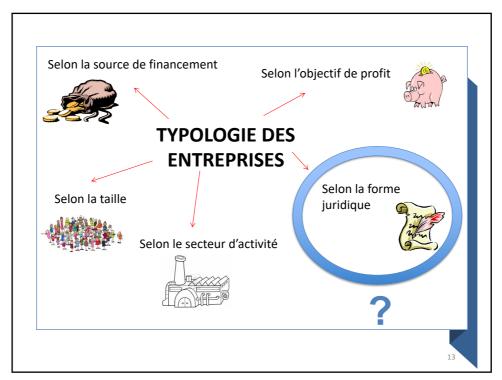
- Est-ce qu'un espace d'étude spécifique et commun a été créé pour traiter un objet complexe ?
- Est-ce que les objectifs, les concepts et les méthodes ont été partagées ?
- Est-ce qu'il y a eu interaction entre les points de vue de l'économie et du droit ?

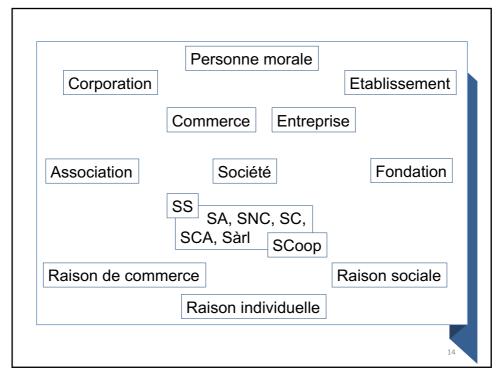
3. Roduit

11

11

2. Comment le droit permet aux acteurs économiques d'avoir une « vie » reconnue juridiquement ?





• Personne physique



Les

personnes

morales

Personne morale

= fiction juridique qui attribue à une entité abstraite le statut de sujet de droit

Principe du « numerus clausus » des personnes morales (celles définies par la loi)

15

15

Une distinction pour les personnes morales

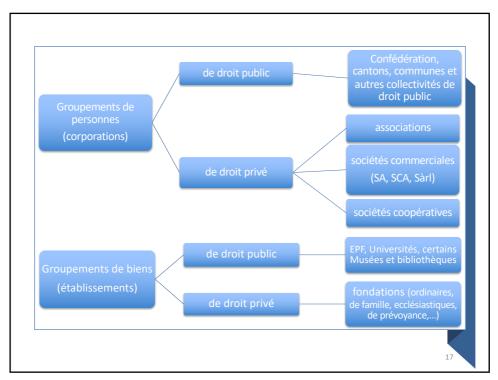
Groupements de personnes

= les corporations

Groupements de biens

= les établissements

16



Les buts des groupements de personnes

· Les buts économiques :

- But économique lucratif : réaliser un bénéfice pour le distribuer ensuite aux associés (ex. SA)
- But économique matériel : satisfaire les associés directement, sans réalisation préalable de bénéfices pour la société elle-même (ex. Coop)

Les buts non économiques :

- But non économique altruiste : vise des avantages exprimables en argent en faveur de tiers (ex. association caritative)
- But non économique idéal : vise à promouvoir d'autres intérêts que les intérêts exprimables en argent (ex. association sportive)

18

Une entreprise = toute activité économique indépendante exercée en vue d'un revenu régulier (art. 2 ORC)

L'entreprise commerciale

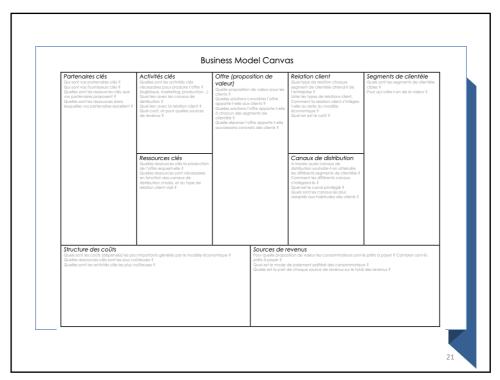
Est commerciale l'entreprise dont la nature (activités proprement commerciales, activités industrielles) et l'importance (plus de 100'000.- CHF de chiffre d'affaire annuel pour les entreprises individuelle, art. 931 I CO) nécessitent une organisation particulière (organisation, techniques spéciales propres au commerce, notamment une comptabilité)

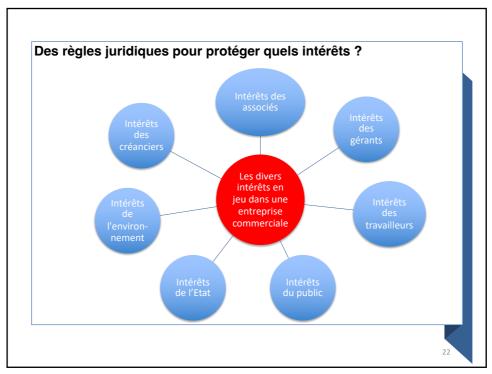
(sauf entreprises agricoles et professions libérales, cf. 931 I CO)

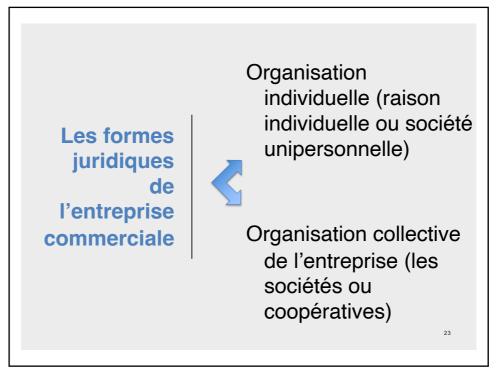
19

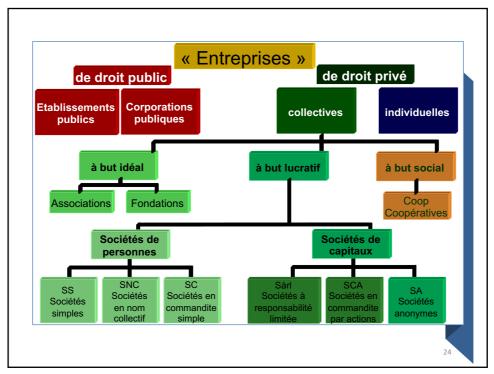
Exercice 1a

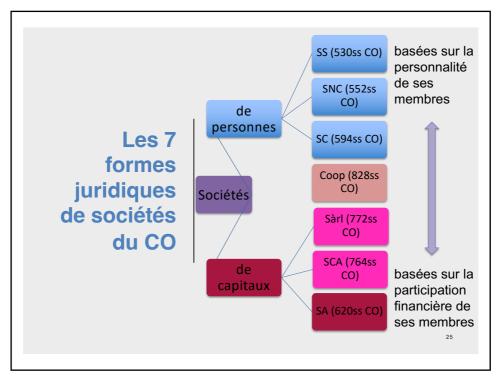
- Par petits groupes, vous imaginez 2 entreprises complètement différentes que vous décrivez en mentionnant les éléments suivants :
 - quels types d'activités économiques ces entreprises vont produire,
 - qui les ont fondées, qui les dirigent et qui y travaillent,
 - comment elles sont organisées et quelles sont leurs infrastructures,
 - quelles sont leurs relations commerciales,
 - quels sont leurs moyens financiers.
- N'utilisez aucun terme juridique!



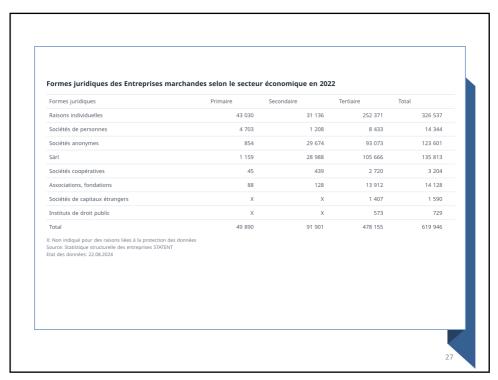








Les principales		Société de personnes	Société de capitaux
différences entre		Liens nombreux et étroits entre associés	- Liens peu nombreux et très lâches entre associés
les sociétés de		- Petit nombre d'associés	- Grand nombre d'associés
personnes et les		- Rapports entre associés basés sur la confiance	- Rapports entre associés basés sur les possibilités financières
sociétés de		- Associés connus	- Anonymat
capitaux		- Personnes physiques	- Personnes physiques, morales ou sociétés
		 Sociétariat en principe intransmissible 	- Sociétariat en principe transmissible
	Personnalité des associés	 Sociétariat ne pouvant être incorporé dans un papier-valeur 	Sociétariat pouvant être incorporé dans un papier-valeur
		 Les événements qui frappent un associé touchent la société 	 Les événements qui frappent un associé ne touchent pas la société
		 Causes de dissolution avec ou sans rapport avec les associés 	 Causes de dissolution sans rapport avec les associés
		 Droit et devoir de gestion et de représentation 	- Pas de droit et de devoir de gestion et de représentation
	Obligations des associés	- Obligation de fidélité	- Pas d'obligation de fidélité
_		 Possibilité d'une obligation de versements supplémentaires 	 Pas d'obligation de versements supplémentaires
	Droits des associés	- Egalité des associés	 Egalité des participations financières
_	Responsabilité pour les dettes sociales	- Associés	- Société
		- Pas de capital social	- Capital social



Création de nouvelles entreprises en 2022			T 06.02.02	2.01.03		
	Nombre d'entreprises cré	ées N	ombre d'emplois créé:	;		
	chiffres absolus	en %	chiffres absolus	en %		
Total	46 987	100,0	64 806	100,0		
Formes juridiques						
Entreprises individuelles	28 032	59,7	29 402	45,4		
Sociétés de personnes	667	1,4	1 101	1,7		
Sociétés anonymes	5 140	10,9	11 632	17,9		
Sàrl	12 018	25,6	20 455	31,5		
Sociétés cooperatives	x	x	239	0,4		
Soc. de capitaux étrangères	156	0,3	303	0,5		
Associations, fondations	876	1,9	1 667	2,6		
Entreprises publiques	x	x	7	0,0		
x= non indiqué pour des raisons liées à la protection des donné						
	Population	es entrepr	ises actives en 20	22	T 06.02.0	2.01.01
					chiffres absolus	en %
	Total				4 626 338	100,0
	Formes juridiqu	100			4 020 330	100,0
	Entreprises indi				456 455	9,9
	Sociétés de per				42 030	0,9
	Sociétés anony				2 782 546	60.1
	Sàrl				650 297	14,1
	Sociétés coope	atives			147 803	3,2
	Soc. de capitau				23 168	0,5
	Associations, fo				274 920	5.9
	Entreprises pub	liques			249 119	5,4
	Source : Office © OFS 2024	fédéral de la s	tatistique - Statistique o	le la démog	raphie des entreprises UE	DEMO
	Actualisation: 0	2.12.2024				
				ch		



Quelques références sur Internet concernant la création d'entreprise

- https://www.kmu.admin.ch/kmu/fr/home.html
- https://www.ch.ch/fr/travail-independant/
- https://www.easygov.swiss/easygov/#/
- https://www.vaud-economie.ch/services/nous-pouvons-vous-aider/creez-une-societe
- https://www.bcv.ch/Entreprises-et-institutions/Creer-une-entreprise
- https://www.startups.ch/fr/informations/formes-juridiques
- https://www.guidesocial.ch/recherche/fiche/entreprise-creer-sa-propre-entreprise-97 ...

20

Exercice 1b

- Prenez connaissance des descriptions des entreprises proposées par vos collègues.
- A l'aide des fameux tableaux présentant les diverses formes juridiques des entreprises, identifiez pour chacune d'elles la forme juridique la plus adéquate.
- Justifiez votre choix en explicitant les critères qui vous ont amenés à proposer une forme juridique particulière pour chaque entreprise.

31

31

Exercice 2

Par groupes,

à l'aide du tableau des différentes formes juridiques des entreprises commerciales remis,

vous imaginez les entreprises caractéristiques de chacune de ces formes.

Décrivez en une phrase chacune de ces « entreprises types » sur le document remis.

32

Exemple activité 3

Lisez le scénario ci-dessous en surlignant les raisons pour lesquelles l'entreprise "EcoTech" souhaite passer d'une Sàrl à une SA et créer un Conseil d'Administration.

- Vous êtes divisés en 5 groupes de 4 étudiants chacun. Chaque groupe reçoit une fiche avec le rôle qu'il devra jouer dans l'activité (voir annexe). Les rôles sont les suivants : avocats, experts-comptables, associés/actionnaires, membres du conseil d'administration , directeur général.
- 2. Chaque groupe se réunit pour élaborer une stratégie de passage d'une Sàrl à une SA et est capable de la présenter aux autres groupes

33

33

Déroulement de l'activité

- lesquelles l'entreprise "EcoTech" souhaite passer d'une Sàrl à une SA et créer un Conseil d'Administration (minimum 3 éléments).
- Formation des groupes: vous êtes divisés en 5 groupes de 4 étudiants chacun. Chaque groupe reçoit une fiche avec le rôle qu'il devra inuer dans l'activité (voir anneve). Les rôles sont les suivants :
 - Experts-comptables : chargés de conseiller l'entreprise sur les aspects financiers du passa d'une Sèri à une Sèri à une Sèri
 - Associés/Actionnaires : chargés de décider de l'opportunité du passage à une SA et de votles résolutions nécessaires.
 - Membres du Conseil d'Administration : chargés de définir les orientations stratégiques d l'entreprise et de contrôler les décisions de la direction.
 - l'entreprise et de controler les décisions de la direction.
 Directeur général : chargé de diriger l'entreprise et de mettre en œuvre les décisions prises.
- 3. Travair en groupe: Unique groupe se reunit pour eabour en uterstrategre ur passage or une san a vier san de san de
- 4. Conseill des avocats: Les avocats adressent des conseils aux experts-comptables, aux actionnaires, un membres du Conseil d'Administration et au directeur général. Chaque groupe prenn olte de recommandations et vérifie qu'il traite bien des aspects juridiques cités. Vous pouvez poser des questions et formuler des critiques constructives. Chaque groupe a ensuite un peu de temps supplémentaire ain d'ajuters ond socurs en fonction des conseils requi des avocats.
- 3. Projection des suranges, se groupes à expert-compande, actionaires et unines du curier d'Administration présentent leur stratégie aux autres groupes et au directeur général. Les autres groupes peuvent poser des questions et peuvent formuler des critiques constructives. L'enseignant joue le rôle du médiateur pour que le débat reste constructif et pour que chaque étudiant puisse s'exprimer.
- <u>Décision finale</u>: Chaque groupe propose au directeur général s'il faut changer la forme juridique de société, C'est-à-dire de passer d'une Sàrl à une SA ou de rester en Sàrl. Le directeur général prend décision finale sur son entreults "FOTAEN".
- Conclusion: l'enseignant conclut l'activité en synthétisant les différentes idées et en rappelant les éléments clés du passage d'une Sarl à une SA et de la création d'un Conseil d'Administration. Les étudiants passage dours des metrions ou donner leur viet sur l'activité.

SCÉNAR

L'entreprise "EcoTech", fondée il y a 10 ans par un groupe d'entrepreneurs passionnés par l'environnement les technologies vertes, est spécialisée dans la conception et la vente de produits écologiques innovants. Depr sa création, "EcoTech" a connu une croissance régulière grâce à son positionnement unique sur le marché et la qualité de ses produits.

Cependant, avec l'expansion de son activité et la multiplication des projets de recherche et développemen "Ecol'en" se rend compte qu'elle a besoin de plus de fonds pour l'insurer ses initiatives de croissance poursuivre ses objectifs en matière de développement durable. Les fondateurs de l'Ecol'ert' décident alors passer d'une SARL à une SA pour pouvoir lever des fonds plus facilement auprès d'investisseurs et émettre de

Les fondateurs de "EcoTech" ont cependant conscience que cette transformation implique des changements importants pour l'entreprise. Ils savent qu'ils devront prendre en compte les intérêts des associés/actionnaires, mettre en place un conseil d'administration et se conformer aux exigences de la législation sur les sociétés

Le passage de "EcoTech" de la Sári à la SA implique également des changements au niveau de la structure de l'entreprise. Les fondateurs doivent nommer un président du conseil d'administration, qui sera chargé de superviser les opérations de l'entreprise et de veiller à ce que les intérêts des actionnaires soient protégés. Ils doivent également nommer un directeur général pour gérer les opérations quotidiennes de l'entreprise et l'entreprise e

Les fondateurs de "Eur Tech" ont onc échié de faire appel à un nous apet, juillaire en droit des sociétés pour les accompagne dans cet transformation et à s'autrer que toil à s'autrer partie de compte l'autrer de compte. L'oucat les alés à prépare les documents nécessires pour les transformation, tell que les statuts de la compte de consolié d'autrinistration et le rapport du commissaire aux comptes. Les public déparents de la soit de la modalité de la levide de fonda, ainsi que dans la mise en place de la structure de gouvernance d'internetion définités de la levide de fonda, ainsi que dans la mise en place de la structure de gouvernance d'internetion définités.

Dass cette activité de groupe, vous incurnerse les membres du consoil d'administration d' Extileté, déscrèux général, les actionnements, les experts compatible, ainsi que les mousts. Vous devere grendre du décisions importantes pour l'entreprise lors de la potentielle transformation de la Sári en SA. Vous devere notamment vous productes au ries avantages et les incurnéments de la transformation de la décimient des notablisés de la levele vous product au ries avantages et les incurnéments de la transformation de soutions, ainsi que mettre en place la structure de governance d'entreptier.

Travailler une compétence juridique en droit des sociétés

Choisir une institution juridique adéquate pour répondre aux besoins d'une situation particulière

(quel contrat ? quel régime matrimonial ? quelle forme juridique pour une entreprise ? quelle procédure pour recourir ? ...)

Des ressources à mobiliser (savoirs, savoir-faire, ...):

- connaître le vocabulaire juridique du thème
- trouver et connaître la structure des textes légaux d'un domaine juridique
- Définir une institution juridique et en déterminer les buts
- lire l'actualité juridique en lien avec l'actualité politique et économique

Des familles de situation de tâches complexes :

- analyser des états de fait de la vie quotidienne (extraits de presse, prises de position de partis ou de lobby, ...) pour en déterminer les enjeux juridiques
- rechercher des informations dans la doctrine pour déterminer les enjeux juridiques d'une institution juridique
- organiser des simulations ou des jeux de rôle pour se déterminer comme les parties en cause

3

35

3. Comment le droit encadre l'activité économique des entreprises ?

Séminaire

Présentation de Myriam et Fiona

https://www.gaius.ch/course/view.php?id=65§ion=5

37

37

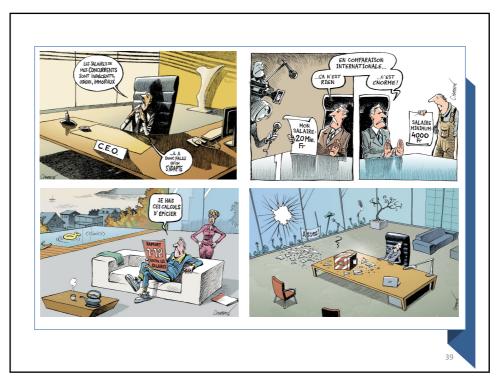
Quels scénarios pour aborder le droit des sociétés ?

Selon les trois modèles d'enseignement classiques...

- Présenter la théorie, puis l'illustrer
- Faire découvrir la théorie et l'appliquer
- Faire construire la théorie à partir de problèmes : lesquels ?

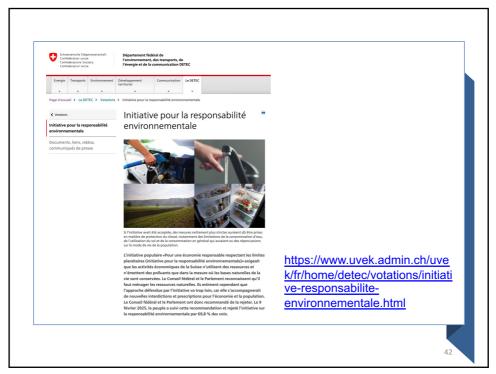
(à part la création d'entreprise)

38



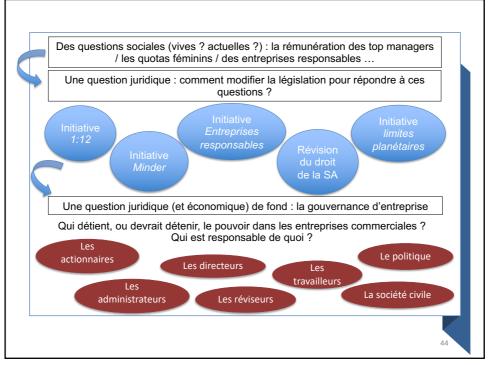






Travailler une compétence juridique en droit des sociétés Rédiger un texte juridique (une règle légale, une décision de justice, un contrat,...) pour traduire en droit un choix politique ou la volonté d'une partie Des ressources à mobiliser Des familles de situation de tâches (savoirs, savoir-faire, ...): complexes: · connaître le vocabulaire analyser des états de fait de la vie iuridique du thème quotidienne (extraits de presse, prises de position de partis ou de lobby, ...) pour en connaître la structure d'un texte juridique (règle légale, déterminer les enjeux juridiques jugement, contrat,...) rechercher des informations dans la Définir une institution doctrine et auprès de l'administration pour juridique et en déterminer les déterminer les enjeux juridiques présidant à l'élaboration d'un texte juridique lire l'actualité juridique en lien Rédiger une initiative ou une règle légale avec l'actualité politique et pour trouver une solution juridique à un économique problème social

43



Un pas vers une meilleure représentation des femmes dans les organes dirigeants...

Art. 734f

VII. Représentation des sexes au sein du conseil d'administration et de la direction

À moins que la représentation de chaque sexe n'atteigne au minimum 30 % au sein du conseil d'administration et 20 % au sein de la direction, le rapport de rémunération des sociétés qui dépassent les valeurs fixées à l'art. 727, al. 1, ch. 2, doit mentionner:

- les raisons pour lesquelles la représentation de chaque sexe n'atteint pas le minimum prévu;
- 2. les mesures de promotion du sexe le moins représenté.

4

45

Un pas vers des entreprises plus responsables...

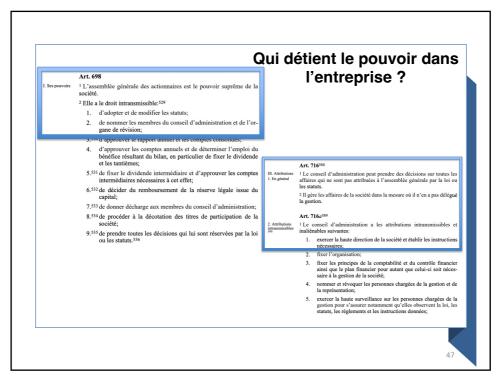
Chapitre VI:

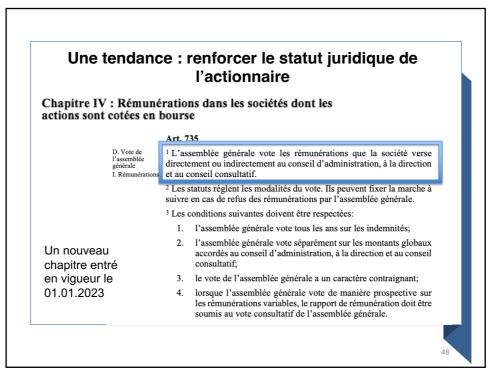
Transparence sur les questions non financières

Art. 964b

B. But et contenu du rapport ¹ Le rapport sur les questions non financières rend compte des questions environnementales, notamment des objectifs en matière de CO₂, des questions sociales, des questions de personnel, du respect des droits de l'homme et de la lutte contre la corruption. Le rapport contient les informations qui sont nécessaires pour comprendre l'évolution des affaires, la performance et la situation de l'entreprise ainsi que les incidences de son activité sur ces questions.

46





Une tendance : renforcer le statut juridique de l'actionnaire

Mais quel est l'organe / quels sont les organes de la société qui a / qui ont un devoir de diligence et de fidélité vis-à-vis de la société ?

Art 717

IV. Devoirs de diligence et de fidélité 1. En général⁵⁸⁸ ¹ Les membres du conseil d'administration, de même que les tiers qui s'occupent de la gestion, exercent leurs attributions avec toute la diligence nécessaire et veillent fidèlement aux intérêts de la société.

Peut-on vraiment parler de « démocratie ou république des actionnaires » et renforcer le rôle de l'Assemblée générale grâce cet argument ?

49

49

Pour en savoir plus

- CHAUDET F. (et al.), *Droit suisse des affaires*, Helbing & Lichtenhahn, 2023
- MONTAVON P., Abrégé de droit commercial, Schulthess, 2017
- WILHELM Ch., Droit commercial (sociétés, contrats, travail); 100 questions et 100 réponses pour la pratique, Schulthess, 2025
- ROUILLER N., *Précis de droit suisse des sociétés*, Stämpfli, 2024
- OULEVEY X., LEVRAT J., La société anonyme, Schulthess, 2023
- ROUILLER N., La prise du pouvoir dans les sociétés commerciales en Suisse, Stämpfli, 2013

50